

## Question & answers Kris Peeters and the deathly climate hallow

### ✧ **Pourquoi lancer cette campagne à la mi-septembre 2011 ?**

Parce que les positions belge et européenne pour la conférence de Durban sont en cours de discussion. L'Europe doit décider si oui ou non elle compte renforcer son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Cette position sera adoptée lors d'un Conseil européen qui aura lieu ce 10 octobre. C'est donc en septembre que les Régions et l'état fédéral se réunissent pour déterminer comment la Belgique se positionnera par rapport à cet objectif. Jusqu'ici, la Belgique est restée désespérément silencieuse. Nous demandons à ce qu'elle soutienne activement un effort européen plus important.

### ✧ **Pourquoi s'en prendre au gouvernement flamand ?**

La position belge doit être adoptée par consensus entre les Régions. Les Régions wallonne et bruxelloise soutiennent officiellement un objectif européen plus ambitieux. Une position belge plus ambitieuse dépend aujourd'hui du gouvernement flamand qui est la seule entité à s'opposer à cette décision.

### ✧ **Pourquoi s'en prendre au Ministre-Président de la Flandre et non à sa ministre de l'Environnement ?**

L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre est bien plus qu'un débat purement climatique ou environnemental. Se fixer un objectif climatique ambitieux peut avoir des répercussions positives pour l'ensemble de l'économie. Le chef de file du gouvernement flamand a donc les clés en main. Dans son plan « Vlaanderen in Actie », Kris Peeters exprime son ambition d'évoluer vers une économie *verte*. Dans les autres pays européens qui se sont prononcés pour -30% de réductions de GES, la décision a d'ailleurs souvent été prise au plus haut niveau du pouvoir.

### ✧ **Pourquoi avoir opté pour un angle cinématographique ?**

Comme Harry Potter, Kris Peeters est confronté à un choix crucial. De ce choix dépend l'avenir de ses proches et de sa région. Il est soumis à des forces obscures qui l'empêchent de prendre la bonne décision même si ses amis les plus proches le poussent dans la bonne direction.

Dans le cas présent, les rôles de Ron et d'Hermione pourraient être assumés par l'Allemagne et le Royaume-Uni puisqu'ils ont opté publiquement pour -30% de réductions de GES. Kris Peeters est réellement le protagoniste et le scénariste du film que la Belgique doit produire en vue des négociations sur le climat de Durban. A lui de faire le bon choix...

## Question & answers Kris Peeters and the deadly climate hallow

### ⤴ **Pourquoi le CD&V et Kris Peeters qui sont sensibles à l'argument économique ont-ils tellement de mal à se décider ?**

L'influence des fédérations d'entreprises (Unizo, VBO) explique en partie l'attitude conservatrice du gouvernement Peeters. La place prépondérante qu'occupent les entreprises fortement consommatrices en énergie dans le processus de décision fait que les fédérations d'entreprises gardent une attitude très conservatrice sur les dossiers énergétiques. Pourtant, rappelons qu'un nombre croissant d'entreprises de tout premier plan soutiennent une politique climatique plus ambitieuse, se démarquant ainsi des fédérations censées les représenter.

D'autre part, un certain conservatisme de nos hommes politiques explique aussi la difficulté de s'engager sur une voie ambitieuse pour le climat. En effet, se fixer des objectifs de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> plus ambitieux n'est que le premier pas vers une véritable révolution énergétique et industrielle. Cette révolution nécessitera une politique courageuse et innovante notamment en matière de recherche et d'innovation.

### ⤴ **Quelle est la position de l'UE à la mi-septembre 2011?**

La position européenne actuelle date de 2007. Elle prévoit une diminution des émissions de gaz à effet de serre de 20% en 2020 par rapport à 1990. Depuis lors, la crise économique a fait baisser nos émissions plus que prévu. La Commission européenne estime que diminuer nos émissions de -30% aujourd'hui coûtera moins cher que ce que nous aurait coûté l'objectif de -20% en 2007<sup>1</sup>. Cet objectif est surtout largement insuffisant pour sauver le climat.

### ⤴ **D'où proviennent ces chiffres de -20% ou -30% ? Reposent-ils sur une base scientifique ?**

Pour l'ensemble des pays industrialisés, le GIEC préconise une diminution de 25 à 40% des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020 (année de base 1990). L'Union européenne est l'une des régions industrialisées où les diminutions sont les plus faciles à atteindre. En effet, les émissions européennes ont déjà baissé énormément depuis 1990 principalement à cause de la crise économique et de la transition économique dans les anciennes économies communistes d'Europe de l'est.

---

<sup>1</sup> 104 M Euros ; ETS S.O.S: Why the flagship 'EU Emissions Trading Policy' needs rescuing, Sandbag, July 2009. And New Energy Finance, EU ETS – Analyst Reaction, 16 March 2009.

## Question & answers Kris Peeters and the deathly climate hallow

L'Union européenne devrait donc se fixer la tranche supérieure de la fourchette fixée par le GIEC, à savoir -40%. Une partie de cette diminution pourrait être réalisée en finançant la transition bas carbone des pays en voie de développement. Mais les trois quarts de cet objectif, c'est-à-dire 30%, doivent être des réductions à l'intérieur des frontières de l'Union.

### ✧ **Y a-t-il des partisans du -30% au sein des entreprises UE ?**

Plus de 100 entreprises européennes totalisant 6 millions d'emplois parmi lesquelles Google, Unilever, Danone soutiennent un objectif climatique européen plus ambitieux que les -20% actuels.

Parmi celles-ci, beaucoup sont actives en Flandre. Citons Ikéa, Alpro ou Axa qui a d'ailleurs défendu sa position au Parlement flamand lors d'une conférence organisée par Greenpeace et d'autres ONG en juin dernier.

### ✧ **Pourquoi des réductions de 30% permettraient-elles de dynamiser l'économie européenne ?**

De multiples facteurs expliquent ce qui pourrait sembler être un paradoxe. Citons ici les économies sur les importations de combustible fossile ou les diminutions de coûts liés aux soins de santé. Mais surtout une politique climatique plus ambitieuse est nécessaire pour que l'Europe conforte son leadership en matière de nouvelles technologies et récolte les fruits de cette transition économique verte en termes d'emploi et d'activité économique.

Selon une étude réalisée notamment par l'Université de Paris-Sorbonne et d'Oxford, un renforcement de l'objectif de -20 à -30% pourrait se solder par un gain de croissance annuel estimé à 0,6% du PIB pour la Belgique. Parallèlement, le taux de chômage pourrait être inférieur de 2,5% en 2020. Johan Albrecht, de l'Université de Gand arrivait à des conclusions similaires lors d'une conférence au Parlement flamand en juin dernier.

### ✧ **Les entreprises particulièrement consommatrices en énergie vont-elles fuir vers des pays à législations moins strictes ?**

Le risque de voir nos industries émigrer vers des eldorados est plus limité que ce que certains industriels voudraient laisser croire. Jusqu'ici cet argument a surtout été utilisé pour générer des profits supplémentaires notamment en recevant un excédent de crédit carbone monnayable sur le marché européen du carbone (ETS). En réalité, les rapports empiriques disponibles montrent plutôt que ce risque est limité à quelques sous-secteurs représentant moins de 1% du produit national brut européen.

## Question & answers Kris Peeters and the deathly climate hallow

### ⤴ **Cet objectif de 30% coûtera-t-il plus cher aux citoyens européens ?**

A court terme, des investissements massifs sont nécessaires dans l'efficacité énergétique des entreprises et des bâtiments, la production électrique ou le réseau de transport. Ces investissements proviennent en partie d'une réorientation des moyens vers ces secteurs et via des politiques d'incitations aux investissements verts. Mais ces investissements sont nécessaires aujourd'hui pour amorcer une transition économique qui - à moyen terme - sera rentable pour l'Union européenne et la Belgique.

### ⤴ **L'UE n'a-t-elle pas déjà perdu son leadership en matière de climat ?**

L'Union européenne reste la première économie verte de la planète mais son leadership est menacé. Depuis quelques années, la Chine est devenue le premier investisseur de la planète dans les énergies renouvelables. D'où l'urgence pour les décideurs politiques UE de soutenir la transition économique verte. Cela passe aujourd'hui par l'adoption d'un nouvel objectif de réduction des émissions de GES.

### ⤴ **La Belgique peut-elle faire pencher la balance européenne du côté des -30% ?**

Dans un débat climatique européen où les tenants d'un objectif climatique plus ambitieux et les opposants sont plus ou moins sur un pied d'égalité, le basculement d'un pays comme la Belgique dans le camp des pays progressistes peut avoir une influence décisive sur la décision finale.

### ⤴ **L'UE ne risque-t-elle pas de jouer cavalier seul avec un objectif aussi ambitieux ? Les pays moins téméraires ne s'en tireront-ils pas mieux ?**

L'objectif européen actuel n'est pas ambitieux. La Commission européenne elle-même estime que l'objectif actuel de -20% est un des objectifs climatiques les moins ambitieux en termes de coût par rapport à ceux pris par les principales économies mondiales<sup>2</sup>. Cela est dû notamment à nos émissions qui ont déjà baissé de plus de 17% en 2009 principalement à cause de la crise économique.

---

2 GEM-E3 model, European Commission, 2010

## Question & answers Kris Peeters and the deathly climate hallow

### ▲ **Que faut-il attendre de Durban ?**

La conférence sur le climat de Durban représente un nouveau moment clé sur la route d'un accord climatique ambitieux et contraignant. Les différentes avancées enregistrées à Cancun sur des dossiers comme les finances climatiques ou les transferts de technologie vers les pays en développement doivent absolument être concrétisées lors de ce prochain rendez-vous annuel.

Mais les pays industrialisés dont l'Union européenne doivent surtout se fixer des objectifs de réduction d'émission en phase avec leur promesse de limiter l'augmentation de la température à +2°C. Le temps presse et chacun doit prendre ses responsabilités sans renvoyer la balle vers les autres pays. Les discussions en cours en Australie sur l'instauration d'un marché du carbone ou le dernier plan quinquennal de la Chine, qui fait la part belle aux énergies renouvelables, sont des signes de volonté politique. L'Union européenne doit prendre ses responsabilités et augmenter son objectif de réduction d'émission de GES.